



Programme d'investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) : un instrument stratégique pour créer des emplois décents grâce à l'appropriation nationale

Depuis plus de cinq décennies, le Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) s'est révélé être un moyen pratique et évolutif pour faire progresser le mandat et le programme de l'OIT grâce à la création d'emplois décents, au renforcement de la résilience et au développement économique et social inclusif. Dans le contexte actuel d'incertitude géopolitique, de perturbations climatiques et de contraintes budgétaires, l'approche HIMO reste une solution éprouvée et adaptable qui répond aux besoins des États membres. Cette brochure présente l'approche HIMO à l'aide d'exemples de pays sélectionnés. La liste des pays n'est pas exhaustive.

L'objectif du programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)

L'objectif principal de l'approche HIMO est de placer l'emploi et l'employabilité au centre des décisions d'investissement dans les secteurs riches en emplois, principalement les infrastructures et l'environnement, mais aussi l'agriculture et les soins. Les travaux publics restent sa stratégie clé pour lutter contre le chômage, soutenue par les conventions et recommandations de l'OIT, la coordination mondiale et les orientations données aux États membres et aux partenaires sociaux. Ces efforts soutiennent également l'extension du socle de protection sociale et sont largement encouragés par des politiques actives du marché du travail. L'approche HIMO a démontré comment les normes internationales du travail peuvent être appliquées de manière favorable, et non punitive.

L'approche HIMO a été validée dans de nombreux pays, dans des contextes et des secteurs variés. Elle permet d'augmenter la part de l'emploi dans les investissements publics sans compromettre la qualité ou l'efficacité, en mobilisant la main-d'œuvre, les matériaux et les entreprises locales. Elle a été institutionnalisée dans la législation, les politiques et les programmes nationaux de plusieurs régions.

Ce qui distingue l'approche HIMO des autres programmes d'urgence et à long terme, c'est l'intégration du cadre normatif de l'OIT dans ses programmes opérationnels. Cela renforce le rôle de supervision de l'OIT et consolide son rôle en tant qu'acteur du développement, mais complète également le rôle de supervision de l'OIT et favorise la ratification des normes internationales du travail. L'approche HIMO contribue également à des cadres plus larges des Nations unies, notamment les plans de développement nationaux et le nexus Humanitaire, Développement et Paix (HDP). Dans de nombreux pays, il encourage la formalisation des travailleurs du secteur informel et des entrepreneurs communautaires, en faisant progresser les recommandations R202, R204 et R205 de l'OIT, qui mettent en avant le développement d'infrastructures inclusives comme moteurs de la cohésion sociale, de l'emploi formel et de la reprise après une crise. Cela aide les États membres et les partenaires sociaux à fournir des services, à créer des emplois stables et à renforcer la résilience économique.

L'approche HIMO mobilise également les ressources nationales et favorise l'appropriation nationale. Dans un contexte de financement multilatéral limité, il a démontré que les approches à haute intensité de main-d'œuvre sont non seulement efficaces, mais aussi viables sur le plan budgétaire. Contrairement aux programmes à court terme de « Cash for Work » (argent contre travail), l'approche HIMO maximise le potentiel d'emploi dans les secteurs riches en emplois et les investissements qui font progresser le programme de travail décent, créant ainsi des voies de sortie vers un développement inclusif et durable.

Les exemples nationaux qui suivent démontrent que l'approche HIMO est pratique et opérationnelle et qu'elle produit des résultats durables et tangibles conformes au mandat de l'OIT.



Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Réaliser le mandat fondamental de l'OIT : promouvoir les normes

Promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi - C88, C122, C181

- En Arménie, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, en Irak, au Sénégal, en Sierra Leone et en Afrique du Sud, l'approche HIMO a soutenu la conception et l'expansion de programmes nationaux pour l'emploi. Dans certains cas, cela a notamment consisté à établir des cadres juridiques et politiques nationaux sur le salaire minimum et les conditions de travail, l'inclusion des personnes handicapées et les stratégies de sortie durables.
- Au Burkina Faso, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Vietnam, l'approche HIMO a contribué à la rédaction de la législation nationale sur l'emploi, en y intégrant des dispositions sur les travaux publics alignées sur les principes de création d'emplois.
- Le Programme HIMO aide le Sénégal, le Burkina Faso et la Guinée à adopter des critères visant à stimuler la création d'emplois et à améliorer la qualité des emplois. Au Sénégal, cela a conduit à la validation technique et à la finalisation d'un guide destiné aux maîtres d'ouvrage, qui a à son tour donné lieu à la révision en cours du Code des marchés publics. Dans ce contexte, un soutien est également apporté à la Guinée, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et à l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine).
- Au Cameroun, le Programme HIMO a contribué à l'adoption d'un code national des marchés publics qui promeut des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre et des normes de travail décent.
- Au Myanmar, à la suite du tremblement de terre de 2025, le programme HIMO a été mobilisé pour fournir des moyens de subsistance d'urgence et assurer la reconstruction au niveau communautaire, conformément à la résolution adoptée par la Conférence internationale du travail en juin 2025. Guidée par l'article 33 de la Constitution de l'OIT, au Myanmar, cette initiative vise à atténuer l'impact des conflits et des catastrophes sur les travailleurs et les entreprises locales.
- En Gambie, en Haïti, en Indonésie, en Jordanie, au Liban, au Mozambique, aux Philippines, en Sierra Leone, au Timor-Leste, dans la région du Sahel et en Syrie, l'OIT a soutenu la création d'emplois d'urgence pour les communautés locales, ce qui a ensuite contribué à des interventions axées sur le développement.

Exigences minimales en matière de main-d'œuvre et de conditions de travail - C29, C100, C105, C111, C131, C138, C155, C182, C187, R135

- Dans tous ses programmes, l'approche HIMO fixe des exigences minimales en matière de conditions de travail et de main-d'œuvre, avec une tolérance zéro pour la discrimination, le harcèlement, le travail des enfants et le travail forcé.
- Au Botswana, au Cambodge, en Inde, au Kenya, au Liban, en Afrique du Sud, en Thaïlande et au Timor-Leste, l'approche HIMO a contribué à la fixation de niveaux de salaire nationaux appropriés.
- En Côte d'Ivoire, au Kenya, au Malawi, au Mozambique et en Zambie, les interventions des Programmes HIMO ont porté sur le travail des enfants parallèlement au développement d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre pour les parents.

Politiques actives du marché du travail et programmes publics pour l'emploi dans le cadre du socle universel de protection sociale - C122, R122, R202

- L'approche HIMO aide les États membres à maximiser la part de l'emploi dans leurs investissements publics, tout en soutenant l'élaboration de politiques et le renforcement des capacités dans tous les secteurs.
- En Éthiopie, en Inde, en Irak, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Tanzanie, l'approche HIMO a soutenu la conception de politiques publiques de l'emploi ciblant les travailleurs incapables de subvenir à leurs besoins en raison des possibilités d'emploi limitées offertes par le marché.

Apprentissage en milieu professionnel et renforcement des instituts nationaux axés sur le travail - C142, R208

- Depuis 2009, l'approche HIMO soutient trois établissements de formation au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. En 2024, 18 établissements avaient signé un accord général de coopération (AGC) avec l'OIT.
- Au Botswana, au Burkina Faso, au Cameroun, en Égypte, en Éthiopie, au Ghana, en Irak, au Kenya, au Lesotho, à Madagascar, au Mali, au Mozambique, au Nicaragua, en Tanzanie, au Timor-Leste, au Togo, en Tunisie, en Ouganda et en Zambie, l'approche HIMO a contribué à la mise en place d'un apprentissage en milieu professionnel, notamment des systèmes de développement de petits entrepreneurs.



Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Cibler les groupes vulnérables - C94, C111, C159, C169

- En général, le programme HIMO soutient les femmes, les jeunes, les personnes vivant dans la pauvreté et d'autres groupes vulnérables, notamment les personnes handicapées, les personnes déplacées et les réfugiés.
- Au Cameroun, en Indonésie, en Namibie, au Sénégal, en Tanzanie, au Timor-Leste et en Zambie, l'approche HIMO a soutenu la mise en œuvre de la C94 par le biais de réformes intégrant des clauses relatives au travail dans les marchés publics.
- Au Burkina Faso, au Cambodge, au Guatemala, au Mali, au Nicaragua, au Niger, en Indonésie et au Panama, l'approche HIMO a soutenu les peuples autochtones et tribaux et l'utilisation de technologies locales traditionnelles, promouvant ainsi la C169.
- Au Mozambique, au Sénégal et en Afrique du Sud, l'approche HIMO a encouragé l'inclusion des personnes handicapées dans les travaux publics, faisant progresser les normes C159 et C111.
- Au Burkina Faso, en Irak, en Jordanie, au Liban, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Togo, l'approche HIMO a soutenu les personnes déplacées de force, y compris les travailleurs réfugiés, par le biais d'interventions axées sur le travail.

Dialogue social - C87, C98, C135, C141, R149

- L'approche HIMO inclut les travailleurs communautaires ruraux et les employeurs locaux dans ses activités afin de garantir qu'ils aient leur mot à dire dans les décisions qui les concernent.
- En Tunisie et en Zambie, l'approche HIMO a soutenu le dialogue social et les négociations collectives dans le secteur de la construction.
- En Irak, au Liban, en Sierra Leone et en Syrie, l'approche HIMO soutient le renforcement institutionnel grâce à une collaboration avec le gouvernement, les travailleurs et les employeurs afin d'améliorer les conditions de travail, offrant ainsi un modèle unique aux partenaires locaux où la gouvernance est en cours d'établissement.

Un travail décent pour la paix et la résilience - R204, R205

- L'approche HIMO a été au cœur du programme Jobs for Peace & Resilience (Emplois pour la paix et la résilience), favorisant la création d'emplois grâce aux interventions de l'OIT dans le cadre du lien entre aide humanitaire, développement et paix.
- En Afghanistan, au Burkina Faso, au Cambodge, en Haïti, en Indonésie, en Irak, en Jordanie, au Liban, au Liberia, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Mozambique, au Népal, au Pakistan, aux Philippines, en Sierra Leone, en Somalie, au Sri Lanka, au Soudan, en Syrie et au Togo, les interventions HIMO favorisent l'emploi et le travail décent dans le cadre du lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, contribuant directement à la R205 et faisant progresser les instruments de l'OIT, notamment les conventions C111 et C122.

Principales conventions et recommandations promues par le HIMO

Convention sur le travail forcé, 1930 (n° 29) ; Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (n° 87) ; Convention sur les services de l'emploi, 1948 (n° 88) ; Convention sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (n° 94) ; Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (n° 98) ; Convention sur l'égalité de rémunération, 1951 (n° 100) ; Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957 (n° 105) ; Convention sur la discrimination (emploi et profession), 1958 (n° 111) ; Convention sur la politique de l'emploi, 1964 (n° 122) ; Convention sur la fixation des salaires minimaux, 1970 (n° 131) ; Convention sur les représentants des travailleurs, 1971 (n° 135) ; Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138) ; Convention sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 (n° 141) ; Convention sur le développement des ressources humaines, 1975 (n° 142) ; Recommandation sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 (n° 149) ; Convention sur la sécurité et la santé au travail, 1981 (n° 155) ; Convention sur les personnes handicapées (n° 159) ; Convention sur les peuples indigènes et tribaux, 1989 (n° 169) ; Convention sur les agences d'emploi privées, 1997 (n° 181) ; Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 182) ; Convention sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (n° 187) ; Recommandation sur les socles de protection sociale, 2012 (n° 202) ; Recommandation sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, 2015 (n° 204) ; Recommandation sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017 (n° 205)



Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Faits concernant le HIMO

CATALYSE DES RESSOURCES NATIONALES ET APORTE DES REPONSES AUX BESOINS NATIONAUX :

L'approche HIMO est un programme mondial de l'OIT fondé dans les années 1970. Axé sur la demande, il soutient la localisation par le biais d'interventions menées par ses partenaires nationaux:

- L'approche HIMO aide ses partenaires locaux à renforcer la localisation dans les programmes nationaux, c'est-à-dire main-d'œuvre locale, matériaux, technologies, connaissances, services, etc.
- L'approche HIMO renforce les institutions nationales et locales ainsi que le secteur privé en encourageant le dialogue social, la participation communautaire, le développement des capacités et la création de cadres sociaux, environnementaux et de gouvernance.
- L'approche HIMO cible les populations marginalisées et vulnérables grâce à des approches communautaires axées sur les ressources et à des investissements nationaux. L'approche HIMO propose un apprentissage basé sur le travail afin d'améliorer les compétences et l'employabilité, tout en améliorant les conditions de travail, telles que les salaires équitables, l'égalité et la sécurité et la santé au travail.
- Au Sénégal, dans le cadre de son processus de décentralisation, l'OIT a signé un accord avec l'Agence sénégalaise de développement municipal afin de maximiser le potentiel d'emploi, l'employabilité et la protection sociale dans les investissements communautaires.
- En Haïti, en Sierra Leone et en Somalie, de nombreux techniciens de l'approche HIMO ont été promus à des postes nationaux ou régionaux dans des ministères tels que ceux de l'agriculture, de l'environnement et des infrastructures. Certains sont même devenus premiers ministres ou conseillers présidentiels.

Exemples de ressources mobilisées auprès des partenaires nationaux et des institutions financières internationales (IFI):

- En Afrique du Sud, le programme HIMO est financé par des fonds nationaux depuis plus de 20 ans. Il illustre parfaitement le soutien technique direct et l'élaboration de politiques alignées sur la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et d'augmentation des revenus. Le programme de travaux publics intensifs, lancé en 2004, a bénéficié d'une assistance technique variée dans le cadre du mandat de l'OIT et en collaboration avec le gouvernement et les partenaires sociaux.
- Depuis 1987 au Ghana, le HIMO collabore avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement afin d'influencer les politiques d'investissement public visant à maximiser la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Cela montre que, dans un environnement politique favorable, tant au niveau du gouvernement central que des collectivités locales, les méthodes de construction à haute intensité de main-d'œuvre peuvent être rentables et compétitives.
- L'approche HIMO a également encouragé la capacité du secteur privé à mettre en œuvre des travaux basés sur la main-d'œuvre et a veillé à l'intégration de clauses relatives au travail dans les systèmes et procédures contractuels. Les pays où une telle collaboration a eu lieu sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Congo-Brazzaville, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Liban, Liberia, Madagascar, Mali, Népal, Nicaragua, Nigéria, Paraguay, Philippines, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Yémen et Zambie.



Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

- Les effets des politiques (y compris le commerce et l'investissement), des projets ou des investissements (en particulier dans les infrastructures) sont mesurés en termes d'emplois et de qualité de l'emploi. Des évaluations d'impact sur l'emploi (EmpIA) sont réalisées afin d'aider les pays partenaires à mieux comprendre et optimiser les résultats en matière d'emploi (y compris la transition vers le formel) afin d'améliorer la conception de leurs politiques et de leurs investissements.
- En collaboration avec l'UE, les IFI et les banques régionales, l'approche HIMO a tiré parti des impacts sur l'emploi grâce à des partenariats de développement et d'investissement.
- Les évaluations d'impact sur l'emploi (EmpIA) ont aidé les pays partenaires à mesurer l'impact de leurs investissements dans les infrastructures sur l'emploi, en soutenant la conception et le financement d'investissements à fort potentiel d'emploi au Bénin, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Guatemala, au Honduras, au Kenya, au Malawi, au Maroc, en Namibie, aux Philippines, au Rwanda, au Sénégal et en Zambie.
- L'approche HIMO a également collaboré avec des ministères et des institutions afin d'intégrer l'emploi dans le commerce et les investissements, en s'attaquant aux inégalités et à l'informalité. Cela soutient la portée du programme, qui vise à optimiser la quantité et la qualité des emplois créés dans la région méditerranéenne et au-delà, y compris dans des pays arabes et asiatiques tels que l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie, l'Inde, l'Indonésie et les Philippines.

Ces exemples montrent que le programme HIMO ne dépend pas uniquement des donateurs bilatéraux. Il s'agit d'un programme axé sur la demande et financé au niveau national. Son approche intégrée favorise la durabilité, renforce le développement des capacités et produit des effets à long terme.

Pouvoir de rassemblement

L'approche HIMO dispose d'un fort pouvoir de mobilisation Sud-Sud et mène chaque année des actions de sensibilisation dans le cadre de programmes régionaux et sous-régionaux. Elle rassemble un large éventail de parties prenantes, notamment des ministères, des employeurs, des travailleurs, des universitaires et des partenaires de développement, à travers des événements et des plateformes de partage des connaissances. L'approche HIMO joue ainsi un rôle clé dans l'orientation des discussions politiques sur le travail décent, la promotion des partenariats public-privé et la collaboration technique entre les ministères du travail, des finances, les secteurs économiques, les ministères techniques et les organismes professionnels.

Au cours de l'exercice biennal 2024-2025, 325 membres en Afrique ont bénéficié d'actions de sensibilisation et de formation des parties prenantes à la planification, à la conception et au suivi des approches HIMO.

Parmi les exemples notables, on peut citer :

- Le 20e séminaire régional des praticiens de l'approche HIMO, qui s'est tenu à Addis-Abeba en 2025, a réuni plus de 2 000 participants, dont 42 hauts fonctionnaires et 25 ministres de 53 pays.
- Le Forum sur la coopération Sud-Sud et triangulaire au Bangladesh a réuni des parties prenantes de la région Asie-Pacifique et des États arabes afin de promouvoir des stratégies favorisant la création d'emplois.
- Avec le soutien du Programme HIMO, la Guinée a récemment rejoint l'Agence pour l'exécution des travaux d'intérêt public pour l'emploi (AGETIP), une ONG fondée par la Banque mondiale et bénéficiant du soutien technique du Programme HIMO de l'OIT, qui est désormais active dans 17 pays africains.

Le Programme HIMO de l'OIT soutient également le Forum africain des institutions de formation professionnelle, renforçant ainsi 20 institutions techniques en tant que pôles régionaux pour l'emploi et les travaux écologiques. Ces plateformes soulignent le rôle de HIMO dans la promotion de la justice sociale grâce à l'apprentissage partagé et à la collaboration pratique.



Organisation
internationale
du Travail



Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Une petite équipe basée au siège noue des partenariats, partage les meilleures pratiques, dirige et soutient l'équipe du Programme HIMO à travers le monde

Le Programme HIMO de l'OIT est autonome et génère des revenus supplémentaires au titre du programme (PSI) grâce à des fonds extrabudgétaires. Au siège, il comprend trois membres du personnel, financé sur le Budget Régulier (RB) et trois membres du personnel financés par le PSI, qui soutiennent le Programme HIMO à travers le monde en:

- Fournissant un soutien technique pour faire progresser le programme pour un travail décent de l'OIT et reproduire les bonnes pratiques.
- Facilitant les processus juridiques, de recrutement, de financement et d'approvisionnement, y compris les procédures opérationnelles standard et les modules de formation.
- Collaborant avec des partenaires internes et externes sur les ODD, les garanties d'emploi, les solutions fondées sur la nature, l'informalité et le commerce.
- Collaborant avec des partenaires clés basés à Genève, notamment l'ITC, l'UICN, le Secrétariat des Nations unies (SDG Lab, HCDH, CNUCED), l'UNDRR, l'OMC, les missions et les institutions universitaires.





Organisation
internationale
du Travail

Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Conclusion : un atout stratégique pour l'OIT

Le Programme HIMO est plus qu'un simple programme : c'est un atout autonome, stratégique et à valeur ajoutée pour l'OIT. Il permet à l'OIT de remplir son mandat, répond aux besoins des États membres et contribue à bâtir des économies résilientes et inclusives. Face aux défis mondiaux, le Programme HIMO offre une solution axée sur la demande, éprouvée, évolutive et appropriée au niveau local. Il fait progresser le mandat de l'OIT grâce à la mise en œuvre pratique des normes internationales du travail et soutient leur ratification. Ces initiatives favorisent le développement des compétences locales, l'emploi inclusif et la cohésion sociale, tout en contribuant aux politiques et stratégies sectorielles qui encouragent la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

L'approche HIMO couvre le lien entre humanitaire, développement et paix. Elle garantit que même les programmes d'emploi d'urgence promeuvent les conventions et recommandations fondamentales de l'OIT en matière de travail. Elle travaille directement avec les secteurs économiques, là où ils existent, afin de renforcer les capacités des entités nationales et locales. L'approche HIMO cible les groupes vulnérables et promeut le travail décent pour la paix et la résilience, en encourageant le plein emploi, productif et librement choisi grâce à des politiques actives du marché du travail et à la transition vers le formel. Grâce à son pouvoir de mobilisation, l'approche HIMO encourage le respect des normes du travail, améliore les conditions de travail et prône le dialogue social à travers ses activités axées sur le travail. Elle facilite le partage des connaissances, le renforcement des compétences, la mobilisation des ressources nationales et le renforcement des systèmes nationaux.

La poursuite des investissements de la part des partenaires de développement témoigne de la pertinence et de l'impact durables du programme.

Il est important de reconnaître la contribution du Programme HIMO à la justice sociale et sa conformité avec le mandat fondamental de l'OIT afin de garantir que l'Organisation reste réactive, pertinente et influente dans la promotion du travail décent à travers le monde.



“Comme nos prédécesseurs, nous continuerons à joindre le geste à la parole afin d'offrir des emplois inclusifs à ceux qui en ont le plus besoin.”

-Mito Tsukamoto, Chef, Service de l'emploi dans les investissements



Organisation
internationale
du Travail

Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Le Programme HIMO en chiffres

- Fondée dans **les années 1970**.
- **218 millions de dollars américains** consacrés à des projets de coopération au développement dans plus de 25 pays [en 2024].
- **Parmi les contributeurs** passés figurent le PNUD, DANIDA, DFID, SIDA et la Norvège.
- **Les partenaires actuels** comprennent l'AFD, la BAD, l'UE, le FIDA, la BM, l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, l'Afrique du Sud, la Suisse et la Suède.
- La plupart des plus de **100 employés de HIMO** sont recrutés localement et travaillent sur le terrain, souvent dans des régions reculées où la demande est la plus forte.
- Il y a **7 spécialistes régionaux HIMO** basés à Addis-Abeba, Bangkok, Beyrouth, Dakar, Delhi, Pretoria et Yaoundé.
- **1,71 million de jours de travail directs** générés en 2024-2025, soit 2 à 3 fois plus que les méthodes conventionnelles basées sur l'utilisation d'équipements, **dans 15 pays africains**, générant 984 011 jours de travail, **dont 40 % au profit des femmes**, tout en favorisant les compétences locales, l'inclusion professionnelle et la cohésion sociale.
- **18 instituts de formation professionnelle axés sur les approches de main d'œuvre** créés et soutenus par le Programme HIMO à travers l'Afrique.
- Collaborer et soutenir un réseau d'établissements d'enseignement supérieur dans plus de **26 pays (14 en Afrique et 12 en Asie)**.
- **2000 participants issus de 53 pays, 25 ministres et 17 hauts fonctionnaires** lors du dernier 20e séminaire régional axé sur le travail en 2025.



Contactez-nous pour plus d'informations: EMPINVEST@ilo.org

Abonnez-vous à notre
newsletter



Suivez-nous sur
LinkedIn

